



OPINION LIBRE

AFRIQUE DE DEMAIN : UNE RÉFLEXION
SUR LE PROGRÈS, LES DÉFIS ET L'AVENIR
D'UN CONTINENT

Par Tukumbi Lumumba-Kasongo

Notre préoccupation se focalise sur la nature de la place et le rôle de l'Afrique dans le monde des états-nations et son avenir en tant qu'une entité politique continentale. Nous ne nous intéressons pas aux 'prédictions prophétiques' mais plutôt à une analyse réflexive — un commentaire critique en faisant quelques projections générales sur la place de l'Afrique dans un monde qui change. Mon intention est d'encourager plus de débats à partir de mes propositions sur l'Afrique de demain, un sujet vaste, complexe et important.

L'Afrique est constituée de 54 différents états-nations avec de variétés culturelles, historiques et politiques considérablement fascinantes. Ces états-nations se sont formés sur le principe impérialiste européen de diviser pour régner. Dans leur formation et dans leurs affinités historico-culturelles, les tracés politiques pré-existants n'avaient pas été pris en compte. Elle est, sur la base de son étendue physique de 11,668,545 square miles (soit 30, 200,000 sq km) le deuxième continent le plus grand avec une population d'un peu plus d'un milliard d'habitants en 2015. Elle peut contenir les superficies de toute l'Europe, des États-Unis d'Amérique et la Chine totalisant la superficie de 11,338,729 square miles (soit 29,365,000 sq km). Elle a 30 % des réserves de ressources minières mondiales, 45 % des réserves d'or, 65 % des réserves de cobalt, et de 90 % des réserves de platine. À peu près 600 millions d'hectares de sa terre arable ne sont encore mis en valeur économique. Dans certains pays, comme par exemple la République Démocratique du Congo, seulement 3 % des terres arables sont cultivés.

Cependant, l'image permanente peinte de l'Afrique est celle d'un continent sous le poids des maux économiques et sociaux extrémistes, des calamités politiques interminables, des guerres intestines périlleuses et inutiles, et des maladies incurables. Et pourtant, il y a aussi des choses positives qui se passent en Afrique. L'Afrique n'est pas une poubelle politique. Il faut toujours nous rappeler que les états-nations africains contemporains ne sont pas les produits unilatéraux monolithiques ou d'évolutions naturelles ou malthusiens, ou des produits des forces primordiales. Leurs peuples et leurs élites se sont organisés, battus et ont lutté pour acquérir leurs souverainetés politiques nominales. Des différents processus complexes reflétant différents types de luttes politiques et sociales conduisent à l'indépendance politique.

Dans le même temps, l'Afrique a 27 % de la population mondiale qui est pauvre vivant avec en moyenne un dollar américain et demi par jour. Et à peu près 70 % de la population africaine vit avec \$2 ou moins

par jour. Plus de 250 millions de cette population a absolument faim. Cette population est politiquement et socialement invisible, désenchantée, désengagée et amorphe malgré l'essor de la société civile à travers le continent. Approximativement entre 70 % et 80 % de la population africaine vit dans les milieux ruraux. Cette pauvreté est profonde et institutionnalisée.

Où se place l'Afrique par rapport aux pouvoirs politiques, économiques et culturels dans les grandes négociations commerciales, scientifiques et technologiques qui s'accroissent dans le monde, et dans des mouvements démocratiques et de luttes des classes ouvrières et populistes qui font bouger l'humanité? Où se situe l'Afrique par rapport à la question des inégalités du genre et la subordination et la violence persistante contre la femme dans les secteurs culturels, politiques et économiques et systèmes sociaux injustes? Finalement, où est l'Afrique à travers les questions sur la gouvernance, l'éducation, sa qualité et de son application, et par rapport à l'avancement de la recherche, et surtout dans des domaines de la transformation technologique? Autant de questions importantes que suscite cette réflexion profonde, bien que nous n'ayons aucune prétention à y apporter toutes les réponses. Mais les pistes de grands débats sont esquissées.

Quand il s'agit des questions relatives aux progrès sociaux et leurs modalités de production, nous partons d'un simple énoncé qu'il n'y aura pas de la 'manne' qui tombera pour sauver l'Afrique de ses intempéries, de ses administrations publiques boiteuses et inefficaces, de ses errances idéologiques, et de sa politique d'Autriche. Un plan Marshall pour sauver l'Afrique par exemple, malgré les souhaits et les désires exprimés par certains leaders africains, est une perspective néo-colonialiste, dépassée, aberrante et n'as pas sa place dans les grandes mutations globales et les dynamiques de la mondialisation. Le plan Marshall construit de l'extérieur ne devrait pas faire partie de nos débats intellectuels relatifs à la question de la recherche des paradigmes de changement en Afrique. Dans la logique du globalisme libéral, la dérégulation, la compétitivité, le principe de l'avantage comparatif, le principe de libre échange, et du protectionnisme sont au centre des dogmes de la déontologie capitaliste mondiale. Seule la notion du mérite et non celle de besoin, est considérée comme le facteur qui détermine la place des acteurs économiques dans le royaume du capitalisme international d'Adam Smith avec son principe de la main invisible où c'est le profit qui incite la motivation comportementale de l'individu ou de l'institution. Mais les questions importantes restent

à poser : quels sont les critères du mérite ? Et qui doit ou peut mériter quoi et comment peut-on mériter des choses ?

Malgré sa popularité intellectuelle et les sensibilités qui l'entourent, dans notre deuxième énoncé, nous rejetons la théorie de conspiration de par sa base épistémologique et conceptuelle comme un instrument d'analyse sociale parce que ses propositions ne reconnaissent pas la dynamique historique locale des peuples et ainsi elle méprise le rôle et la place des mouvements sociaux dans les processus des changements sociaux. Avec cette théorie, les sociétés africaines sont perçues comme passives et sans intelligence et sans la raison d'être. Elles doivent tout simplement subir des effets et des conséquences de leur apathie et leur faiblesse évolutionniste. C'est une théorie essentiellement accusatrice et simpliste dans la mesure où les responsables des actions négatives sont toujours perçus et considérés comme venant d'ailleurs. Mais dans la réalité, cette description de l'Afrique imaginée à partir de la théorie de conspiration ne décrit pas correctement l'Afrique. Nous avons aussi une Afrique qui cherche à sortir de son sous-développement et de son retard aux niveaux des découvertes scientifiques, médicales, biologiques et artistiques. Les théories historiques et structuralistes nous permettent de voir et d'analyser l'Afrique comme une entité qui n'est ni aveugle, ni muette et ni sourde. Elle voit, elle parle et elle écoute et possède donc les qualités d'une entité vivante et rationnelle.

Le structuralisme historique et le nouveau constructivisme appréhendent mieux la réalité africaine en nous permettant de situer historiquement le sujet, de le contextualiser et de trouver les corrélations entre les actions et réactions et les causes et effets entre les phénomènes. C'est à travers les analyses historiques et structuralistes que nous pouvons comprendre la nature de luttes de classes et des pouvoirs et des relations sociétés-états que l'Afrique engendre.

Une autre prémisse qui guide cette réflexion est la suivante : Les Africains-citoyens (Afrique d'état de droit) devraient être les vrais mandataires ou les patrons des affaires africaines. Mais cela n'arrivera pas accidentellement. Dans cette ère, quelle que soit la nature des forces de son exploitation, sur la base de sa raison et de son histoire, l'on ne peut pas assujettir l'Afrique en permanence ou essayer de la réduire à rien ou la rendre nulle sans son propre gré ou son consentement. Nul n'a ni le privilège, ni les capacités de prendre en otage l'intelligence d'un autre humain ou d'une autre société humaine pour toujours, sans se

faire détruire soi-même en fin de compte. Heureusement, il n'y a aucune loi physique de la gravité qui stipule que tous les phénomènes humains ou physiques devraient toujours être verticalement uniformes ou s'harmoniser avant qu'ils ne dégagent les étincelles du progrès qui sont en eux.

C'est avec l'intelligence que l'Afrique pourra conquérir son progrès. Cette intelligence devrait se développer et s'actualiser dans le social, l'éducation, l'économie et le système de gouvernance. C'est avec l'ignorance, le mensonge systématique, et le pouvoir militaire que la colonisation s'était emparée de l'Afrique en exploitant l'affaiblissement de ses systèmes socio-politiques au moment de la rencontre des civilisations. Cette intelligence dans son sens holiste (un tout ou global) comme je l'utilise est la clé pour construire la renaissance africaine.

Depuis les époques de l'esclavage transatlantique, de la colonisation jusqu'à l'ère postcoloniale, l'Afrique en général ne s'est pas encore suffisamment arrêtée politiquement pour sérieusement réfléchir sur elle-même, de son passé lointain ou présent, et des grands problèmes qu'elle rencontra dans son histoire, comme d'autres états ou continents l'ont fait en leur temps. Nous articulons que l'Afrique n'ira pas loin dans ses efforts de la recherche du développement approprié sans produire cet arrêt conscient et délibéré que j'appelle la décolonisation nationaliste africaine — le point de départ dans la réflexion sur les questions de la recherche des modèles de progrès social. Il ne s'agit pas de l'ultranationalisme ou de 'l'autarchie' avec ses dimensions séparatistes absolues, sexistes et homophobiques. Le nationalisme que je prône c'est le panafricanisme. Il est salutaire, unitaire et progressiste. Mais cependant, il est le plus difficile à réaliser dans le cadre de la mondialisation libérale et des modèles des états-nations dominants.

Depuis l'introduction forcée, avec des pratiques d'une sauvagerie notoire utilisées par les Européens : des petits états-nations, les monarchies traditionnelles, les Eglises Chrétiennes, les compagnies privées et les communautés intellectuelles missionnaires, et le capitalisme périphérique, l'Afrique et le monde, dominés par l'Occident dans leurs différentes formes culturelles, politiques et économiques, avaient navigué vers trois pôles d'expériences politiques et idéologiques. La motivation due à la poursuite de l'esclavagisme transatlantique et de l'expansionnisme du capitalisme primaire, les exigences des sociétés multinationales pour accumuler le surplus, et la quête politique en vue de construire et asseoir des états-nations militaires et

clientélistes, avaient contribué à l'accélération de la consolidation du capitalisme et de la colonisation. Les négociations inégales et la complicité de certains dirigeants des systèmes politiques traditionnels affaiblis, avaient contribué au succès de la pénétration des nouveaux systèmes.

Depuis les deux guerres européennes mondialisées et surtout dans le cadre de la ré-modernisation de L'Europe Occidentale colonisatrice mais dépendante des États Unis d'Amérique, l'Afrique et le Monde n'ont cessé de constamment changer avec beaucoup de rapidité à l'intérieur d'un pôle idéologico-politique dominant, qu'est l'Américanisme (comme idéologie, culture, pouvoir économique, politique et militaire). Quels sont les enjeux, les significations et implications en termes des grandes idées et pensées politiques, au niveau démographique de cet américanisme ?

À la fin du 20^e siècle et plus précisément après la fin de la guerre froide (1992) — une guerre qui s'était déclenchée à partir de 1947 (après la conférence de Yalta de 1945) entre l'Union Soviétique et ses alliés et les États Unis d'Amérique et leurs alliés — l'Afrique économique et politique en était sortie très affaiblie, désintéressée, dépassée, et désenchantée, et même pour certains, elle était en train de graduellement et cruellement disparaître de sa propre histoire étant considérée comme un 'Continent des Ténèbres.' Certains éminentes personnalités de notre ère telles que Ali A. Mazrui, avaient même proposé, peut-être par la frustration intellectuelle et de façon délibérément provocatrice, la recolonisation de l'Afrique pour la faire sortir de son marasme socio-économique et politique aigu en l'imaginant encore sous la soumission des rythmes rigoureux de l'administration politico-économique des organisations et des agences de la mondialisation. Cette proposition controversée avait élevé beaucoup de voix d'accusations contre Ali Mazrui, qui lui-même fut un fervent panafricain. Cependant, en dehors de l'historicité derrière (afro-pessimisme) ces attributs négatifs peuvent peut-être être vrais dans la description des réalités africaines, il y a aussi, on le répète, une Afrique des mouvements sociaux, de résistances politiques, des représentants des diverses luttes, de Ubuntu, etc.

En 1981, le Plan d'Action de Lagos (Lagos Plan of Action) conçu par les leaders africains pour chercher à sortir l'Afrique de son statut économique inférieur en définissant ses nouvelles priorités économiques et politiques et en adoptant la politique d'auto-détermination et d'auto-suffisance, avait été brutalement rejeté et saboté par le triangle fermé et composé des institu-

tions internationales économiques et financières, dont la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International, la Maison Blanche et le Congrès Américain et leurs clients européens et ailleurs. Ce plan avait été remplacé immédiatement par les programmes des ajustements structurels de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International dont l'austérité avait produit les conséquences destructives de tissus sociaux et des institutions 'semi welfarist' (semi-état providence) de la période post-colonialisme. Étrangement, les mêmes leaders africains se sont désolidarisés de leur propre plan pour adopter massivement les programmes de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International et cela, sans beaucoup d'hésitation et de questionnement. Ce plan africain avait été arrêté parce qu'il faisait référence à l'indépendance politique d'abord tout en mettant l'accent sur l'autosuffisance alimentaire, la décentralisation du pouvoir politique, et la mobilisation de ressources pour la cause du progrès social interne et local. Le développement devrait se planifier là où résident les populations. On ne l'impose pas de l'extérieur. Il est d'abord local, organique et participatif.

Depuis un peu plus de 2 décennies, les activités commerciales, économiques, scientifiques et technologiques, et culturelles à grande échelle s'accélérent vers la consolidation d'un monde interactif réel avec son économie intégrée. L'Afrique post-guerre froide se veut aussi démocratique, paisible et sécuritaire — les conditions de base sur lesquelles le progrès social et scientifique, et le développement économique devraient se fonder et se réaliser. Cependant, derrière cet idéal et cette façade, se cachent des forces internes et externes, locales, nationales et régionales qui continuent à retarder ou à freiner les énergies positives pouvant conduire à la réalisation des souhaits, des désires, des aspirations et des efforts des peuples africains et leurs administrations publiques.

Dans ce monde du réalisme politique, les institutions ne fonctionnent pas par hasard, ou par intuition, instinct ou par accident. Une vision politique issue d'une volonté politique et de conscience sociale devrait guider les choix des politiques africaines. En effet, le planning, les méthodologies opérationnelles et des stratégies appropriées et des modes de gestion légales sont nécessaires. En gros, un projet social est une force motrice à partir de laquelle l'on peut guider les actions humaines, scientifiques et technologiques pour construire ou reconstruire une société contemporaine humaine à la recherche du progrès soutenu et non pas de la chimère. Un projet social est le produit d'une vision politique acquise et bâtie dans des

conditions et l'esprit d'indépendance souveraine. La vision doit émerger à partir des vrais débats politiques participatifs entre «le monde d'en-bàs» et le monde des états-nations. Cette vision devrait avoir comme objectif principal de décoloniser l'état-nation africain parce qu'il était créé pour dominer et exploiter le peuple et non pas pour le développer et le démocratiser. Le processus de la décolonisation devrait aboutir à la conquête de l'état-nation par la société ou le peuple. La société africaine doit rendre son état-nation utile. Il faut le domestiquer.

Depuis la fin du 20^e siècle, des observations académiques, intellectuelles et scientifiques, des positions politiques et des opinions médiatiques et individuelles se multiplièrent et convergèrent vers un témoignage selon lequel la fluidité du système des états-nations et des sociétés civiles plus mouvementées force la création du partenariat entre les compagnies de l'Internet, ou différentes formes des technologies de communication et le marketing plus musclé sur la base des échanges économiques dits plus libres. On ajoute aussi dans ce partenariat, des mouvements sociaux et environnementaux qui sont dotés d'une mission de sauvegarder l'humanité. Les Internauts se voient ou se déguisent presque en 'magiciens.' L'Internet, ses technologies et ses règles, et le monde numérique ont produit un concept de super-souveraineté qui devient un défi pour la souveraineté classique associée à l'état-nation. Cette nouvelle souveraineté, qui s'affirme davantage, n'a pas de frontières immuables physiques territorialisées par rapport aux pratiques de la souveraineté citoyenne et celle de l'état-nation. L'Afrique est capable de tracer un espace et un rôle dans ce monde de super-souveraineté.

Les mouvements démographiques Malthusiens et sociaux presque partout projettent les différentes sortes de participations politiques. Les migrations internes classiques, régionales et internationales forcées ou involontaires dé-balencent et re-balencent les positionnements économiques des villes et de la planète tout entière.

À travers ces mouvements et les expériences de survie, l'Afrique d'aujourd'hui ne ressemble pas à ce que les autres continents étaient hier. Elle peut s'approprier des technologies existantes et avancer un peu plus rapidement en sautant les étapes linéaires 'Rostowiennes' qui ne sont plus importantes et nécessaires dans le processus du développement social et économique basé sur la connaissance de l'espace digital. Par exemple, comme l'explique Rostow lui-même, à cause de leur proximité culturelle et historique avec

les pays capitalistes occidentaux, le Canada, l'Australie et La Nouvelle Zélande avaient réussi à sauter des étapes à l'époque où l'application de cette théorie classique avait encore plus d'adhérents.

D'ici une vingtaine d'années, l'on projette aux États Unis, par exemple, que la valeur sociale et politique du concept de la minorité changera quand les occidentaux dont les 'Anglos' deviendront démographiquement minoritaires. Et nous sommes encore dans l'ère où l'Amérique nationaliste continue à se miroiter et se positionner au centre du monde capitaliste contemporain, dans des domaines de la technologie, de l'art plastique, du commerce international et dans les domaines de sciences et des technologies militaires. À présent presque deux-tiers des transactions financières internationales passent par les institutions et des réseaux financiers et économiques américaines avant d'atteindre leurs destinations finales. Dans le monde financier, ce passage laisse des traces qui bénéficient à l'économie américaine.

Sans doute, la centralité de l'Amérique avec ses valeurs libérales, individualistes, et républicaines dans l'économie politique internationale devrait être un sujet important d'une réflexion critique pour une Afrique qui se cherche. Les minorités ethniques d'aujourd'hui auront plus de pouvoir politique demain, malgré la résistance raciste permanente et culturelle, et elles auront plus d'accès au contrôle de la technologie de pointe aux États Unis. Cela peut aussi être généralisé en Europe. Même si la sécurité et le contrôle des immigrés à la porte de la Méditerranée vont devenir plus musclés, aucune loi ne pourra arrêter les migrations clandestines ou légales des Africains en Europe. En plus, la diaspora africaine en Europe comme celle des Amériques et d'Asie est en train d'être plus éduquée et plus engagée dans les affaires africaines.

Aux États Unis, par exemple, l'influence des Américain-Africain (es) de la deuxième ou de la troisième génération est en train de grandir en créant des possibilités à travers lesquelles ils sont en train de transférer leurs connaissances pratiques au progrès de l'Afrique. Dans les domaines tels que le commerce, les sciences appliquées, l'art, la médecine, l'Afrique intelligente et nationaliste devrait s'allier et coopérer avec l'Europe et les États Unis sans oublier la solidarité historique avec l'Asie à travers la signification et les implications grandissantes de la conférence de Bandung de 1955 ainsi que l'ensemble des pays du Sud Global.

Les mouvements migratoires des individus basés sur des critères de qualifications (immigration choisie)

ou des capacités individuelles, la fuite des cerveaux et de nouveaux gains de cerveaux caractérisent l'émergence d'un petit monde complexe où en 2014 approximativement 175 millions des gens travaillaient en dehors de leurs pays d'origine. Le monde d'un Western Union or du Moneygram et autres moyens transfère annuellement plus d'argent en dollars américains vers l'Afrique que tous les investissements et dons étrangers versés pour toute l'Afrique. La diaspora des États Unis seule envoie à peu près la somme de \$US 60 milliards en Afrique. En République Démocratique du Congo, par exemple, l'argent envoyé par la diaspora congolaise représentait à peu près US\$ 25-30 milliards de dollars américains en 2014, le montant qui est de loin supérieur au budget annuel de l'État Congolais qui est projeté autour de US\$9 milliards en 2015. Ces systèmes financiers sont de facto devenus des succursales ou filières bancaires nationales en République Démocratique du Congo, par exemple. En plus, au Congo, toutes les transactions internationales et même nationales sont faites en dollar américain qui fonctionne comme de facto la monnaie locale dans le monde des affaires. Et les bénéficiaires d'argent et l'état congolais ne sont pas en train de se plaindre de la qualité des opérations de ces systèmes qui coûtent plus cher pour l'Afrique que pour l'Asie et l'Amérique du Sud. Qui définit les protocoles et des règles fonctionnelles de ces institutions financières ? Mais il faut compter sur cette diaspora africaine.

Le changement positif que l'on prône est un processus graduel qui prend du temps mais qui n'est ni linéaire, ni déterministe. Mais derrière ces réalités changeantes, nous avons aussi un monde fermé par des frontières sociales, culturelles, économiques, ethniques, idéologiques, politiques et de genre. Ces changements, quels que soient leurs origines, leurs fréquences et leurs impacts réels ou imaginatifs localement et internationalement et leurs niveaux (scientifiques, technologiques, culturels, commerciaux, économiques) crée de l'espoir généralisant vers un avenir plus interactif pour les uns et les autres et pour d'autres leurs contradictions créent aussi des doutes basés sur les réalités locales, régionales et internationales.

Il faudrait dire que les capacités d'adaptation, d'ajustement et réajustement dans ces mouvements ou d'en sortir et leurs déontologies d'avoir accès aux ressources, sont nécessairement importantes pour la compétitivité appelée et motivée par les institutions économiques et financières globales et par la mission de l'économie politique du capitaliste mondial. Mais de quelles capacités faisons-nous référence dans ce

contexte ? La sagesse, les connaissances techniques et scientifiques, l'éducation culturelle des acteurs-moteurs et acteurs-citoyens, et la mémoire des institutions font partie de ces capacités. Mais ces capacités suffisent-elles pour un état-nation africain pour créer les conditions conduisant à l'émancipation totale de son peuple ?

Dans la logique des ces changements, on constate aussi des effets créateurs, innovateurs et instrumentalistes de la présence du téléphone portable, par exemple, dans les milieux éloignés des villes or milieux urbains africains. Même là où il n'y a pratiquement pas des routes carrossables, la révolution du message texte ou de twitter de smartphone permet de sauver plus de vies que les petits dispensaires reculés et totalement mal équipés ou non équipés. Ce téléphone portable joue un rôle plus complexe que celui d'une banque locale. Il rapproche ou unifie les gens mais en même temps il sert aussi comme un instrument du business du capitaliste périphérique par excellence. Les perceptions de l'avenir sont transformées par ce portable avec tout espoir qui s'y rattache bien que la réalité globale puisse être loin de ces perceptions. Les vies sont sauvées et les nouvelles communautés d'intérêts naissent autour des téléphones portables et des cybercafés. Le clan et le lignage ont une différente signification à redéfinir dans le monde interactif de l'Internet.

Mais les grandes questions qui se posent sont : qui contrôle les processus de la production et de la commercialisation de ce système de communication et ses instruments ? Qui bénéficie plus financièrement avec l'installation des systèmes satellites en Afrique ? Est-ce que l'utilisation de ce système de communication suffit pour imposer sa culture à « l'Afrique profonde » ? Dans la recherche des paradigmes et dans la poursuite du progrès peut-on être « un pied dedans et un pied dehors ? » Les pays comme les individus ont-ils de choix entre le téléphone mobile et les tam-tams utilisés jadis et monopolisés par des clans ou des castes spécialisées ? Est-ce que les peuples peuvent progresser dans les hésitations permanentes ? Je suis persuadé qu'on peut transférer certains éléments de valeur et de savoir-faire de la culture des tam-tams aux valeurs de la culture des radios, de télévision et des smartphones.

Il faudrait aussi ajouter que l'Afrique étant le plus vieux continent humain où les homo-sapiens sapiens (la race humaine intelligente) a eu son origine dans les richesses et le bassin du grand fleuve Nile, elle garde encore des surprises que la science nous réserve. Nous devons avoir de 'l'humilité' intellectuelle dans notre approche de l'histoire du passé. Ainsi donc l'Afrique

est le berceau de l'humanité et des traditions anciennes. Cette référence relève d'une vérité historique et scientifique inconstatable qui devrait soutenir philosophiquement et émotionnellement les efforts vers le progrès de l'Afrique parce que le monde des humains a commencé en Afrique. Nous ne romantisons pas cette référence. L'histoire étant la boussole, comme l'a défini John Henrik Clarke, nous avons l'obligation de l'observer activement et d'écouter aussi afin que nous sachions où nous sommes et quand nous pouvons agir. Mais nous sommes les constructeurs de cette histoire. Nous devons construire une histoire à travers laquelle nous pouvons nous réaliser.

Comme nous avons fait référence au passé lointain de million d'années, il est important que nous nous approchions près de notre temps en signalant que l'Afrique aussi était le dernier continent à être colonisé par les pouvoirs européens au 19^e siècle. La colonisation, en termes de sa durée et surtout en Afrique Sub-Saharienne, à l'exception de l'Afrique Australe, avait duré moins d'années par rapport aux Amériques, par exemple. Mais son impact dans tous les domaines avait été dévastateur, semblable dans une certaine mesure aux effets de la bombe atomique jetée par les États Unis sur Hiroshima et Nagasaki au Japon.

Ces pouvoirs Européens avaient conçu leurs différents modèles de colonisation comme constituant leurs œuvres scientifiques. Pendant plusieurs décennies, l'Afrique avait été un grand laboratoire dans les domaines de gouvernance, en sciences, en économie, en anthropologie, en religion et ethnographie, et dans l'exploitation des ressources naturelles et humaines. Les résultats de ces travaux de laboratoires avaient renforcé les paradigmes d'une Afrique paralysée, irrationnelle, prélogique et sous-développée.

L'Afrique avait été aussi le dernier continent à sortir de la tragédie coloniale avec la libération politique de l'Afrique du Sud en 1994 à partir de la quelle beaucoup d'Africains voulaient voir naître des institutions politiques inspirantes et modèles, et surtout à cause de la dynamique de son mouvement social, un modèle des sociétés politiques contemporaines pour l'Afrique. Elle s'était mobilisée pour octroyer la liberté politique à l'Afrique du Sud de son système d'apartheid. Mais dans beaucoup de pays africains, la décolonisation politique avait été arrêtée — une des raisons de son retard.

À travers ces grandes mutations globales discutées plus haut, il y a des dynamiques internes et externes dont il faut tenir compte. L'Afrique dans le monde et

l'Afrique et le monde se chevauchent comme deux perspectives historiques, conceptuelles, relationnelles et dialectiques que nous poursuivons dans cette réflexion. Nous sommes inspirés et influencés par les directions de l'histoire des capacités et des expériences de réussites des autres. Les expériences de l'Afrique et le monde, et celles de l'Afrique dans le monde sont situées dans des pôles différents des pouvoirs historico-politiques. Les forces et normes de la mondialisation obligent cette Afrique dans le monde et cette Afrique et le monde à se concevoir comme complémentaires. Qui doit définir les modes et les critères de cette complémentarité? Nous avons dit que le développement est d'abord conçu localement sur la base sociale interne et qu'il ne peut se produire sans une vision politique et un projet social. Mais pour que l'Afrique ait une place respectable dans le monde des états-nations et celui du capitalisme, il faudrait qu'elle soit en mesure d'influencer le monde. Influencer le monde veut dire avoir un pouvoir politique qui oriente les décisions des autres et change les positions et des configurations des uns et des autres au profit de l'Afrique. Dans les relations humaines et sociales, on écoute plus les gens qui ont la sagesse et le pouvoir.

L'Afrique se trouve à la croisée des dynamiques culturelles et socio-politiques avec son héritage historique, culturel et politique colonialiste et post-colonialiste. C'est le professeur Ali A. Mazrui qui a inventé la conception du triple héritage de l'Afrique : L'Afrique Islamisée, l'Afrique Christianisée et occidentalisée et l'Afrique des traditions et des sources Africaines. Ces trois types de traditions ont un impact dans la formation de l'état, dans ses comportements et ses choix politiques, dans son organisation de l'espace politique et dans les définitions de ses normes. L'intégration de ces traditions dans un monisme politique consciemment choisi est une étape majeure dans la définition de l'identité politique africaine. L'Afrique a besoin de clarifier son identité. La multiplicité identitaire se veut réaliste. Malgré les différentes stratégies utilisées telles que des méthodes 'accommodationnistes,' libératrices, et nationalistes, les indépendances n'avaient pas été offertes comme des cadeaux sans des sacrifices et des luttes même là où il y avait des compromis comme ce fut le cas de la majorité des pays de l'Afrique Occidentale Française et l'Afrique Équatoriale Française. L'Afrique adulte devrait avoir beaucoup de sagesse accumulée pour faire des sursauts pour les exploitations des nouvelles sources technologiques, économiques et politiques de son environnement et du monde.

La perception générale en Afrique au sujet de la politique peut se définir par deux tendances extré-

mistes : il s'agit de : (1) L'excès de la politique ou trop de politisation ou la 'politicaillerie' de la société (hyper-politique) et (2) l'attitude distante de la société vis-à-vis de la politique (ou les institutions publiques). Pour une grande partie des populations, faire la politique ou s'intéresser à la politique est considéré comme une stratégie d'avoir des ressources par tous les moyens nécessaires pour sa propre survie ; mais pour d'autres, faire la politique ou s'intéresser à la politique est considéré comme une activité de risque ou presque vers un abîme. Il implique du gaspillage de temps. La politique est banalisée.

L'Afrique de la transition démocratique ne devrait pas se limiter aux drames et théâtres électoraux où l'on joue les mêmes jeux qui sont souvent manipulés et truqués par les élites politiques qui sont très peu soucieuses des conditions du peuple. Les vraies pratiques démocratiques doivent s'approfondir en commençant par le respect des institutions démocratiques. Ce respect devrait amener à la consolidation de la culture démocratique et ses valeurs de tolérance, de liberté d'expression, du respect de l'autre, de dialogue, et le respect de la vie. Ces pratiques ne seront pas développées et protégées aussi longtemps que les nécessités de base de la vie citoyenne ne seront pas satisfaites et protégées.

Nos sociétés politiques ont créé de la confusion entre le pouvoir, les obligations politiques et l'exercice du pouvoir. La personnalisation du pouvoir politique est un défi à relever en renforçant l'institutionnalisation des pratiques civiques, sociales et administratives. C'est cette confusion qui a engendré et soutenu la politique du ventre et son clientélisme exagéré. Et pourtant être politique devrait être un des droits primaires et une des qualifications inhérentes aux constitutions et aux fondations républicaines. L'Afrique en général a ridiculisé la politique en la réduisant à la chosification instrumentalisée pour soutenir la précarité quotidienne de la vie.

La pauvreté est l'ennemi numéro un de la vie humaine et de toutes les démocraties. Elle est à la base des conflits perpétuels qui sévissent l'Afrique. Cette pauvreté décapite le peuple. Elle a gangrené toutes les sociétés. Elle est le résultat de plusieurs facteurs dont la faillite des institutions, le dysfonctionnement de l'économie capitaliste sauvage ou périphérique, le système du salaire insignifiant, le système d'éducation bafoué et négligé et l'absence de l'application d'un système légal et juridique effectif et protectif.

L'Afrique intelligente et l'Afrique sociale devraient s'atteler à l'éradication de la pauvreté comme la prio-

rité des priorités. Mais dans le processus de planifier cette éradication or cette élimination, de nouvelles règles du jeu devraient être établies, appliquées et respectées par tous et toutes au nom de l'émancipation africaine (*Pax Africana*).

Finalement, demain, les activités économiques, culturelles, et politiques sur la planète vont continuer à nous conduire vers une mondialisation hybridée. Le monde politique englobera plus les caractéristiques démocratiques d'aujourd'hui dans ses structures organisatrices et fonctionnelles. Mais les luttes populaires des autochtones, celles relatives à ces démocraties et à la protection de l'environnement vont s'agrandir. La nature a aussi ses droits. Les états-nations seront culturellement et démographiquement plus pluralistes et diversifiés. Les relations entre les états-nations, les individus, les compagnies multinationales et les groupes professionnels non-gouvernementaux seront plus interactifs et dirigistes. L'économie politique sera réduite en termes du nombre de ses activités opérationnelles, mais les revenus découlant des activités de cette économie seront plus monopolisés et contrôlés par une poignée de gens dans une classe sociale constituée par une coalition d'intérêts des propriétaires privés, des managers et ceux des capitalistes, bien que le nombre de milliards continuera à augmenter. Son fonctionnement sera plus digital, mécanisé et protectionniste avec une gestion des affaires plus efficace mais plus inégalitaire. Les mouvements vers un monde multipolaire vont aussi soutenir les dynamiques géopolitiques. Les guerres commerciales vont se multiplier. En gros, le monde continuera à transiter vers une économie de connaissance, sans frontières, sans affinités sociologiques et sans une base de légitimité politique locale.

L'Afrique devrait mettre sur pied des économies spécialisées de transformation locale et régionale à base panafricaine et des systèmes de distribution des ressources dans la forme de l'état providence pour construire une Afrique sociale, sécuritaire, équitable, juste, effective et productive.

Les Nnamdi Azikiwe, les Félix Houphouët-Boigny, les Jomo Kenyatta, les Julius Nyerere, les Patrice Lumumba, les Kwame Nkrumah, les Léopold Senghor, les Sékou-Touré, les Kenneth Kaunda, les Gamal Nasser, les Ben Bella, les Kofi Busia, pour ne citer que ceux-ci — constituant la première génération des leaders africains — avaient chacun une certaine sagesse africaine, malgré leurs divergences idéologiques et stratégiques sur la question de la décolonisation politique. Ils avaient l'Afrique dans leurs âmes et dans

leurs cœurs. Ils avaient la conscience et la volonté politique de construire des états-nations dynamiques dans le monde capitaliste.

La qualité du leadership est un facteur clé en vue de réaliser la société africaine projetée à travers cette réflexion. Nous nous référons à la nécessité d'un modèle de leadership visionnaire, nationaliste, intelligent, innovateur, réconciliateur et unificateur ayant des éléments dont l'Afrique a besoin dans le monde multipolaire de demain. L'Afrique n'a plus droit aux erreurs. C'est mon dictum intellectuel, idéologique et politique.

BIBLIOGRAPHIE

Amin, Samir, 1990. *Delinking : Towards a Polycentric World*. England, London : ZED BOOKS.

Chinweizu 1975. *The West and the Rest of Us : White Predators, Black Slavers, and the African Elite*. New York : Vintage Books.

Clarke, John Henrik 1992. *Africa and the Discovery of America*, New York, A and B Books Publishers.

Edozie, Rita Kiki, Foreword by Tukumbi Lumumba-Kasongo, 2010. *Reconstructing the Third Wave of Democracy : Comparative Democratic Politics in Africa*. Lanhan, MD : University Press of America.

Elan, Marc, 1998. *Innovations Sociales et Renaissance de l'Afrique noire : Les défis du monde d'en-bas* Paris : L'Harmattan.

Lumumba-Kasongo, Tukumbi 1994. *Political Re-mapping of Africa : Transnational Ideology and the Re-definition of Africa in World Politics*. Lanhan, MD : University Press of America.

Mazrui, A. Ali, 1986. *The Africans : Triple Heritage*, England, London : BBC Books.

Rodney, Walters 1981. *How Europe Underdeveloped Africa*. Washington, DC : Howard University Press.

Rostow, W. W. 1960. *The Stages of Economic Growth : A Non-Communist Manifesto*. England, Cambridge : Cambridge University Press.

Soyinka-Airewele, Peyi and Rita Kiki Edozie, 2010. *Reframing Contemporary Africa : Politics, Economics, and Culture in the Global era*. Washington, D.C. : CQ Press.